

English Canada and Quebec: Avoiding the Issue de Kenneth McRoberts, North York (Ontario), The Robarts Centre for Canadian Studies, York University, 1991, 64 p.

Max Nemni

Numéro 21, hiver 1992

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040720ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040720ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

0711-608X (imprimé)

1918-6584 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Nemni, M. (1992). Compte rendu de [*English Canada and Quebec: Avoiding the Issue* de Kenneth McRoberts, North York (Ontario), The Robarts Centre for Canadian Studies, York University, 1991, 64 p.] *Politique*, (21), 170–174.
<https://doi.org/10.7202/040720ar>

English Canada and Quebec : Avoiding the Issue

de Kenneth McRoberts, North York (Ontario), The Robarts Centre for Canadian Studies, York University, 1991, 64 p.

Cet ouvrage est basé sur la sixième conférence annuelle du centre Robarts présentée par l'auteur en mars 1991. Cet honneur récompense, très probablement, l'impressionnante constance avec laquelle McRoberts a consacré toute sa vie professionnelle, depuis 1965 en tant qu'assistant de recherche à la Commission sur le bilinguisme et le biculturalisme jusqu'aujourd'hui, à la réflexion sur la question de l'unité nationale. Tout aussi impressionnant, surtout dans un contexte où, depuis le référendum de 1980, l'heure n'est plus à la théorie des deux nations, est l'acharnement avec lequel l'auteur défend cette thèse. Peut-être avons-nous là une réflexion prémonitrice de la nouvelle conception de fédéralisme asymétrique qui semble se dessiner timidement aux lendemains du désaccord de Meech. Il me semble en effet que, écrit sur un arrière-plan teinté de pessimisme attribuable au souvenir encore brûlant de l'échec de Meech, ce livre peut se lire comme une critique de l'évolution récente du Canada à l'aune de la théorie des deux nations.

Après avoir donné, dans des propos liminaires, quelques indices sur la viabilité probable de la thèse des deux nations dans les années 60, l'auteur présente le fond de sa thèse en trois temps.

Dans un premier temps, il passe au crible la politique Trudeau qui, imprudemment selon lui, mit fin à toute velléité de statut spécial pour le Québec. McRoberts accepte sans ambages l'interprétation nationaliste de cette politique perçue comme visant, sinon à mettre le Québec à sa place, en tout cas à le sauver des dangers du nationalisme. La pièce maîtresse de l'artillerie Trudeau, affirme-t-il, était bien la politique du bilinguisme officiel. Mais à cette artillerie lourde s'ajoutaient trois autres éléments : 1° le renforcement des droits linguistiques des minorités officielles, d'où le poids

politique considérable de la Charte des droits et libertés; 2° le renforcement du multiculturalisme, perçu par l'auteur comme un instrument de lutte contre le séparatisme québécois; et 3° le principe de l'égalité des provinces, encore une fois perçu en fonction de son efficacité face au nationalisme québécois. La stratégie Trudeau recérait, selon l'auteur, une force et une cohérence jamais vues au Canada. À la suite d'une analyse critique des quatre piliers de cette politique, il conclut qu'il s'agissait, en fait, d'une force négative :

After 25 years of official bilingualism and nine years of a Charter of Rights and Freedoms, coupled with the celebration of multiculturalism and insistence upon the equality among all provinces, Quebec included, Quebec nationalism, and the support for Quebec sovereignty, has reached unprecedented heights. The Quebec question is now posed with far greater urgency than before (p. 32).

Deux remarques s'imposent ici. Tout d'abord, McRoberts évalue toute la politique Trudeau en fonction de la lutte contre le nationalisme québécois. Un nationalisme qui, à ses yeux, constitue une dimension fondamentale de l'esprit franco-québécois. Ceci l'amène presque à présenter la politique Trudeau comme une lutte contre les intérêts du Québec. Si tel était le cas, comment expliquer l'appui massif que Trudeau a immanquablement reçu au Québec? La réponse de McRoberts est beaucoup trop laconique : l'enthousiasme répété des Québécois à son égard s'expliquerait du fait qu'il est francophone et québécois. L'électorat québécois serait-il si naïf que ça?

Deuxième remarque : peut-on attribuer la régénération du nationalisme à l'échec de la politique Trudeau? Après tout, les lendemains du rapatriement de la Constitution en 1982 furent marqués par un sommeil profond du nationalisme. Sommeil dont le Québec ne s'éveilla que bien plus tard, à la suite de l'élection du gouvernement conservateur de

Mulroney. Élection remportée, en grande partie, il ne faut pas l'oublier, grâce à l'appui de la machine électorale péquiste. Cette dette contractée par Mulroney envers les nationalistes fut, comme on le sait, généreusement récompensée par leur insertion au sein même du gouvernement fédéral. Lorsque, à cette présence de l'esprit nationaliste à Ottawa, on ajoute la débâcle de Meech, la loi 178 sur l'affichage bilingue, le débat acrimonieux sur le libre-échange, il n'est pas étonnant que la question de l'unité nationale se soit posée de nouveau avec acuité. Pourtant, selon McRoberts, nos nouveaux problèmes sont attribuables à l'échec de la politique Trudeau.

La critique de l'ère Trudeau est suivie, dans un deuxième temps, par l'analyse de la position actuelle des rapports entre le Québec et le reste du Canada. Pour l'auteur, Meech visait à répondre aux problèmes spécifiques du Québec. Son échec s'expliquerait par la marque indélébile de l'antinationalisme de Trudeau sur l'univers symbolique des Canadiens anglais. Il s'explique aussi par la réaction viscérale des anglophones face à la loi 178, symbole du dénigrement de la Charte des droits à laquelle ils s'identifient maintenant profondément. Il s'explique enfin par la ratification du Traité de libre-échange, perçu dans les cercles anglophones comme résultant de l'appui massif du Québec. Une autre remarque s'impose ici.

McRoberts accepte, à mes yeux, beaucoup trop facilement la thèse Mulroney de Meech en tant qu'acte réparateur dû au Québec à la suite de l'humiliation subie lors du rapatriement de la Constitution en 1982. Nombreux sont les spécialistes, de toutes disciplines, qui ont vu dans l'accord du lac Meech un instrument puissant de transformation des institutions politiques canadiennes affectant au minimum : 1° la distribution des pouvoirs entre les deux paliers de gouvernements, 2° la Charte des droits et libertés, 3° les rapports entre les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, 4° la réforme du sénat, 5° la formule d'amendement de la Constitution, et 6° la création de nouvelles provinces. Mais, pour McRoberts, l'esprit de Meech était autre :

The original purpose of the Accord
was manifest : to address finally the

Quebec issue. More precisely, it was intended to resolve the deficiency of the 1982 constitutional revision : Canada had patriated its constitution but without Quebec's signature.

McRoberts accepte ainsi l'image d'un Meech ne visant, dans les paroles maintenant célèbres de Mulroney, qu'à ramener le Québec dans la famille canadienne «dans l'honneur et l'enthousiasme». Que l'absence de la signature du Québec en 1982 constitue aujourd'hui un problème politique majeur est un fait indéniable. Mais que l'on ne voit dans Meech que le «Québec *round*» des réformes constitutionnelles me semble une vision trop restreinte de cet épisode malheureux de notre sempiternel débat sur l'unité nationale. Lorsque, en plus, McRoberts affirme que «through his personal intervention Trudeau provided indispensable leadership to the opposition forces», son analyse devient encore plus fragile. Peut-on attribuer un pouvoir si impressionnant à une personne dépourvue de plate-forme et qui a quitté la politique depuis de longues années?

Dans un troisième temps, McRoberts porte son regard sur l'avenir des relations entre le Québec et le reste du Canada. Et, en partant d'un intéressant paradoxe, il présente les fruits de sa réflexion. Alors que l'agenda pour le reste du Canada vise à la réforme des institutions fédérales, postule-t-il, pour le Québec, la question fondamentale demeure, comme toujours, la répartition des pouvoirs. Peut-on sortir de ce cul-de-sac?

Après un tour d'horizon rapide des diverses options possibles (décentralisation accrue, fédéralisme asymétrique, nouvelle forme de confédération, souveraineté-association), McRoberts opte pour la souveraineté du Québec. À ses yeux, il est maintenant trop tard pour revenir aux deux nations. Cette option a manqué son rendez-vous avec l'histoire. L'échec de la politique de bilinguisme de Trudeau ainsi que l'échec du lac Meech qui visaient à résoudre le problème de l'insertion du Québec au Canada ont, par une ruse de l'histoire, forcé le Canada anglais à se définir lui-même :

In defining their response to Quebec, English Canadians also will for the first time be led to address the fundamental question of what kind of a country they want for themselves. Whether the crisis is resolved through asymmetrical federalism, bifurcated federalism, or Quebec sovereignty, English Canada will emerge with political institutions which are largely or totally its own.

Aussi, pour McRoberts, la saga de toujours du Canada tire à sa fin : le reste du Canada va enfin se définir face à un Québec plus impatient que jamais, mais aussi plus sûr de lui-même que jamais. Deux sociétés distinctes sont en voie d'émergence.

Que l'on partage ce pronostic ou qu'on le rejette, le livre de McRoberts demeure fascinant, d'abord parce qu'il brosse en peu de pages un portrait saisissant de l'évolution de la question constitutionnelle de 1965 à nos jours, mais aussi, et peut-être surtout, parce qu'il illustre avec vivacité la perspective en émergence au Canada anglais face à la question du Québec. On ne se demande plus «*What does Quebec want?*», on affirme plutôt «*Let us say loud and clear what we want*».

Max Nemni
Université Laval